



Attention : Pour des raisons indépendantes de notre volonté, nous ne sommes pour l'instant pas en mesure de publier le Synopsis sous son format habituel. Nous publierons donc pour l'instant une version bimensuelle abrégée du Synopsis.

ACTIVITÉS INSTITUTIONNELLES

Ø QUARTET SUR LE PROCHE-ORIENT

Le 20 septembre, les membres du Quartet (ONU, USA, UE et Russie) se sont réunis à New York afin d'examiner l'évolution de la situation au Moyen-Orient. Dans une déclaration publiée à l'issue de la réunion à laquelle participaient le secrétaire général des Nations unies Kofi Annan, le ministre russe des affaires étrangères Sergei Lavrov, le ministre finlandais des affaires étrangères Erkki Tuomioja, la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice, le Haut-représentant de l'UE pour la politique étrangère et de sécurité commune Javier Solana, ainsi que la commissaire européenne en charge des relations extérieures Benita Ferrero-Waldner, le Quartet a souligné la nécessité urgente de progresser sur la voie d'un règlement de paix juste, global et durable au Moyen-Orient. Le Quartet a également exprimé son inquiétude devant la gravité de la crise à Gaza et l'impasse dans laquelle se trouvent toujours Israël et les Palestiniens. Le Quartet s'est ensuite félicité des efforts consentis par le Président palestinien en vue de la formation d'un gouvernement d'union nationale et a souligné que la reprise du transfert à l'Autorité palestinienne des recettes fiscales et douanières collectées par Israël pourrait avoir un impact déterminant sur l'économie palestinienne.

Ø POLITIQUE DE L'UE AU MOYEN-ORIENT

«Sur le terrain, la situation au Moyen-Orient se détériore et des mesures doivent être prises de toute urgence pour soulager la situation du peuple palestinien,» a déclaré Erkki Tuomioja, Premier ministre finlandais et président du Conseil de l'UE devant le Conseil de sécurité des Nations unies le 21 septembre. Erkki Tuomioja a souligné que l'Union européenne avait mobilisé des ressources sans précédent et qu'elle avait mis en place le Mécanisme temporaire international, qui permet d'affecter directement aux Palestiniens des ressources substantielles. Le président du Conseil a réitéré l'appel de l'UE en direction d'Israël, l'enjoignant à reprendre le transfert des recettes fiscales et douanières palestiniennes vers l'Autorité palestinienne, et a appelé les parties à prendre des mesures concrètes afin de respecter leurs engagements au titre de l'Accord sur le mouvement et l'accès.

http://www.eu2006.fi/news_and_documents/other_documents/vko39/en_GB/1159253264891/
http://www.consilium.europa.eu/ueDocs/cms_Data/docs/pressData/en/declarations/91035.pdf

Ø POLITIQUE ÉTRANGÈRE DE L'UE

«L'UE est un acteur international: sa population, répartie dans 25 pays, avoisine le milliard d'habitants, elle représente un quart du revenu mondial et plus d'un cinquième du commerce international et offre environ 60% de l'aide internationale au développement.» C'est en substance ce



qu'a affirmé Benita Ferrero-Waldner, commissaire en charge des relations extérieures et de la politique européenne de voisinage dans un discours intitulé « The EU: A Global Power? ». Ce discours a été prononcé le 25 septembre à la George Bush Presidential Library Foundation and Texas A&M University EU Center of Excellence. Mme Ferrero-Waldner a souligné qu'en Europe comme aux États-Unis, « d'importantes majorités partagent la même opinion quant à l'importance à accorder au terrorisme international, au fondamentalisme islamique, à l'immigration, à la propagation planétaire des maladies, au réchauffement de la planète, à la puissance économique toujours plus importante de la Chine et à la violence et l'instabilité en Irak. » Elle a également rappelé les efforts de l'UE en matière de maintien de la paix en Asie, en Afrique et au Moyen-Orient, de lutte contre le terrorisme et de promotion du développement durable.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/06/530&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

Ø L'UE, LES ADM ET LE DÉSARMEMENT

“La prolifération des armes de destruction massive et leurs voies de diffusion constituent la menace potentielle la plus sérieuse pour la sécurité mondiale, le transfert des technologies de missiles étant une autre source d'inquiétude, ” a déclaré, au nom de l'UE, Son Excellence l'Ambassadeur Kari Kahiluoto, représentant permanent de la Finlande. Lors de la Conférence des Nations unies sur le désarmement, Kari Kahiluoto a également affirmé : “L'UE est guidée par son engagement à maintenir, mettre en œuvre et renforcer encore le désarmement multilatéral et les traités et conventions de non-prolifération,” ajoutant que “la stratégie communautaire de lutte contre la prolifération des ADM engage l'UE à agir avec détermination, en usant de tous les instruments et de toutes les politiques dont elle dispose, pour prévenir, empêcher, stopper et, si possible, supprimer les programmes de prolifération qui préoccupent le monde entier.”

http://www.eu2006.fi/news_and_documents/other_documents/vko40/en_GB/1159855556154

Ø DISCOURS DU PREMIER MINISTRE LIBANAIS DEVANT LE PARLEMENT EUROPÉEN

Le Premier ministre libanais Fouad Siniora a expliqué devant les membres du Parlement européen que l'Europe a un rôle unique à jouer au Moyen-Orient et qu'il espérait un renforcement de ce rôle. Il a insisté sur le fait qu'il était temps de s'attaquer enfin aux racines du conflit au Proche-Orient et pas seulement à ses conséquences. S'exprimant devant les députés ce 27 septembre, lors d'une Conférence ouverte des présidents, le Premier ministre libanais a analysé les causes et les conséquences de la guerre qui a éclaté cet été dans la région. Souhaitant la bienvenue au dirigeant libanais, le président du Parlement européen Josep Borrell a indiqué que le Parlement européen avait été l'une des premières institutions à appeler à un cessez-le-feu et à l'envoi d'une force internationale de maintien de la paix à forte composante européenne.

http://www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress_page/030-10921-270-09-39-903-20060922IPR10920-27-09-2006-2006-false/default_en.htm



Ø VERSEMENT D'ALLOCATIONS SOCIALES AUX PALESTINIENS

La Commission européenne a entamé le versement d'allocations sociales à 40.000 familles palestiniennes parmi les plus démunies du pays, par l'intermédiaire du Mécanisme International Temporaire. Il s'agit de familles qui bénéficient normalement d'une aide sociale fournie par l'Autorité palestinienne. Chaque famille recevra 270 euros. « *Le mécanisme international temporaire contribue à répondre aux besoins les plus urgents du peuple palestinien, et grâce à cette décision du Quartet, nous allons encore pouvoir renforcer notre action* » a déclaré la Commissaire Benita Ferrero-Waldner. Celle-ci a ensuite ajouté que « *pour que notre action soit pleinement efficace, il faudra que de nouveaux donateurs manifestent leur soutien au mécanisme. Mais il faut aussi, pour sortir les Territoires Palestiniens du blocage économique, que les deux parties appliquent l'accord sur les déplacements et l'accès aux points de passage de Gaza, et que les Israéliens reprennent le transfert des recettes fiscales et douanières qui reviennent aux Palestiniens* ».

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/06/1251&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

Ø FORUM EURO-MÉDITERRANÉEN DE L'ÉNERGIE

Andris Piebalgs, Commissaire européen en charge de l'énergie, s'est réjoui des résultats positifs du Forum euro-méditerranéen organisé par la Commission européenne à Bruxelles. « La coopération entre l'Union européenne et les pays de la rive sud de la Méditerranée est un élément essentiel pour accroître la sécurité énergétique dans la région euro-méditerranéenne » a-t-il déclaré le 21 septembre. Au cours des huit dernières années, plus de 55 millions d'euros provenant des fonds MEDA ont été affectés à des projets visant à soutenir l'intégration progressive des marchés de l'énergie dans la région euro-méditerranéenne. De plus, la Banque européenne d'investissement a consenti des prêts, d'un montant total de près de 2 milliards d'euros, pour financer des projets prioritaires d'infrastructure énergétique, notamment en vue d'achever les liaisons électriques et gazières dans la région.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/06/1238&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

Ø CONFÉRENCE EURO-MÉDITERRANÉENNE DES MINISTRES DE L'INDUSTRIE

Les ministres de l'industrie des États membres et des pays partenaires méditerranéens ont convenu d'approfondir la coopération économique notamment dans les quatre domaines suivants : intégration économique et accès au marché, compétitivité et PME, innovation et investissements. Au cours de la Conférence euro-méditerranéenne de l'énergie s'est déroulée à Rhodes, le 21 septembre, les ministres en charge de cette matière ont confirmé leur engagement en faveur de l'établissement d'une zone de libre échange euro-méditerranéenne porteuse d'avantages mutuels, d'ici à 2010. Ils ont également examiné comment exploiter la PEV et l'IEVP, qui seront dotés d'un budget supérieur à celui accordé aux instruments antérieurs et qui permettront dès lors de soutenir davantage les partenaires méditerranéens.



<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/06/1248&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

«**La modernisation de nos économies est nécessaire pour aider chaque membre du groupe EuroMed à faire face aux défis de la mondialisation et à exploiter plus efficacement les possibilités ainsi ouvertes,**» a déclaré Mauri Pekkarinen, ministre finlandais et président du Conseil de l'UE lors de la séance d'ouverture de la sixième conférence euro-méditerranéenne des ministres de l'industrie, qui. Il a ajouté que le renforcement de l'intégration économique entre l'UE et les pays du Bassin méditerranéen constituera un des objectifs clés des années à venir. Le ministre a cité le secteur de l'énergie comme exemple concret de coopération. http://www.eu2006.fi/news_and_documents/speeches/vko38/en_GB/168850/ **Günter**

Verheugen, vice-président de la CE et commissaire en charge des entreprises et de l'industrie, a expliqué aux ministres présents à la Conférence que la Politique européenne de voisinage était une priorité fondamentale de l'UE, laquelle partage les mêmes objectifs et les mêmes ambitions de prospérité, de paix et de stabilité que ses partenaires méditerranéens et est confrontée à des défis identiques. S'exprimant à propos des « Nouvelles perspectives de coopération économique entre l'UE et les pays du pourtour méditerranéen au titre de la Politique européenne de voisinage, » le vice-président a dressé un état des lieux des réalisations et a expliqué comment la coopération économique pouvait encore être renforcée afin de répondre aux défis de la mondialisation. Il a rappelé l'engagement de la CE envers la PEV, soulignant que cette politique ne remplace aucunement le Partenariat euro-méditerranéen.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/06/523&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en> **Günter Verheugen, a également évoqué « Le défi du secteur textile dans le contexte de la mondialisation : évaluation et recommandations. »** Dans un discours devant la Conférence euro-méditerranéenne des ministres de l'énergie, M. Verheugen a fait remarquer les importations textiles en provenance du bassin méditerranéen avaient diminué, mais que, pour la plupart des partenaires méditerranéens, cette diminution avait été minime car la coopération commerciale et industrielle avait pu être en grande partie stabilisée et préservée dans le secteur du textile et de l'habillement. Mettant en garde contre la pression persistante de la Chine et d'autres pays d'Asie, le vice-président a déclaré que l'UE s'était fixé comme but politique de garantir des conditions cadres appropriées pour le secteur.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/06/522&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

Ø CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE EURO-MÉDITERRANÉENNE SUR L'AGRICULTURE

Les échanges entre l'UE et le pourtour méditerranéen s'appuient sur une base très solide et présentent de réelles perspectives futures. C'est ce qu'a déclaré Mariann Fischer Boel, Commissaire européenne en charge de l'agriculture et du développement rural le 29 septembre dernier, lors de la deuxième conférence ministérielle euro-méditerranéenne sur l'agriculture. Rappelant les opportunités et les défis d'une future politique euro-méditerranéenne de l'agriculture, elle a souligné que l'UE était le troisième importateur de produits agricoles en provenance du bassin méditerranéen, et que 37% des importations agricoles de la région méditerranéenne provenaient par ailleurs de l'UE. « Les affaires marchent bien » a déclaré la commissaire, ajoutant cependant: « Nous nous sommes engagés à améliorer encore les échanges puisque conformément à la



Déclaration de Barcelone, nous ambitionnons bien sûr de créer une zone euro-méditerranéenne de libre-échange d'ici à 2010."

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/06/548&type=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

Ø MIGRATION ET ASILE

La Commission européenne a adopté le programme de travail Aeneas 2006 en vue de cofinancer des actions appuyant les efforts déployés par les pays tiers pour gérer plus efficacement les différents aspects des flux migratoires. Le 21 septembre, la Commission a fait savoir que 45 millions d'euros seront affectés aux actions pour l'année 2006. Cette année, Aeneas soutiendra donc le dialogue et la coopération sur les questions de migration et d'asile avec les pays limitrophes de l'UE élargie ainsi qu'avec des pays situés dans d'autres régions du monde où le problème de l'asile se pose de façon particulièrement aiguë. Benita Ferrero-Waldner, la commissaire responsable des relations extérieures et de la politique européenne de voisinage a déclaré : «Aeneas est un instrument des plus utiles pour renforcer la coopération entre l'UE, les pays tiers et les organisations internationales traitant des questions migratoires ». Les actions qui bénéficieront d'un financement au titre du présent programme annuel de travail seront, pour l'essentiel, sélectionnées au moyen d'un appel à propositions publié le 14 septembre sur le site web d'EuropeAid et qui restera ouvert jusqu'au 7 novembre 2006.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=IP/06/1218&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

Le 21 septembre, lors de la réunion ministérielle de la JAI (Justice et affaires intérieures) organisée à Tampere, **les ministres de l'intérieur des États membres ont évoqué la stratégie européenne de gestion des frontières et les mesures de lutte contre le terrorisme et le crime organisé.** Kari Rajamäki, ministre finlandais de l'intérieur a expliqué à ses homologues que la crise actuelle provoquée par l'arrivée d'immigrés clandestins dans la région méditerranéenne impliquait que les pays d'où sont issus les immigrés clandestins soient amenés à coopérer, car cela permettrait aux équipes communautaires d'intervention aux frontières d'opérer avec un maximum d'efficacité. Il a également déclaré que les citoyens attendaient de l'UE qu'elle renforce la sécurité et que les États membres de l'UE doivent être en mesure d'éliminer les obstacles à une coopération efficace entre les autorités chargées de la sécurité.

http://www.eu2006.fi/news_and_documents/press_releases/vko38/en_GB/168841/. «**La crise dans la région méditerranéenne a montré l'importance des relations extérieures dans la lutte contre l'immigration clandestine,** » a déclaré Kari Rajamäki. Il a également demandé que des mesures collectives soient prises pour aider les États membres du Sud de l'UE qui sont aujourd'hui confrontés au phénomène de l'immigration clandestine Il a également appelé à l'introduction de mesures permettant à l'Union de lutter contre l'immigration illégale. http://www.eu2006.fi/news_and_documents/press_releases/vko38/en_GB/168815/ **La présidence finlandaise de l'UE estime que des décisions doivent être prises au cours du prochain Conseil européen de décembre afin de permettre à l'Union de s'attaquer efficacement au problème de l'immigration clandestine.**

http://www.eu2006.fi/news_and_documents/other_documents/vko39/en_GB/1159443362223



Il est de la plus haute importance que tous les États membres de l'Union européenne continuent à coopérer dans un esprit de solidarité, notamment pour aider les États membres du Sud, les plus affectés aujourd'hui par le phénomène d'immigration clandestine au départ de l'Afrique. Tel est l'un des messages à retenir du discours de Franco Frattini, vice-président de la CE et commissaire en charge de la justice, de la liberté et de la sécurité. S'exprimant devant le Parlement européen le 27 Septembre à propos de la « Gestion des flux migratoires », M. Frattini a expliqué que les efforts consentis à l'échelon européen en matière de lutte contre le terrorisme devaient se concentrer sur des domaines clés, comme la lutte contre la radicalisation et le recrutement, l'utilisation détournée de l'Internet par les terroristes, la prévention et la détection du détournement d'explosifs, la protection d'infrastructures critiques, la préparation aux attaques bioterroristes et la sécurité des transports.

<http://europa.eu/rapid/pressReleasesAction.do?reference=SPEECH/06/539&format=HTML&aged=0&language=EN&guiLanguage=en>

Ø UNE RÉUNION INTERPARLEMENTAIRE SE PENCHE SUR L'IMMIGRATION

L'immigration et les façons de traiter cette question étaient au centre des débats abordés ces 3 et 4 octobre, dans le cadre d'une réunion rassemblant députés européens de la commission des libertés civiles et représentants de tous les parlements nationaux de l'UE. "La politique d'immigration est liée aux questions de développement ; la lutte contre l'immigration clandestine doit aller de pair avec la politique menée dans le domaine de l'intégration," a estimé Jean-Marie Cavada (ALDE, FR), membre du PE et président de la commission des libertés civiles. Kari Rajamäki, ministre finlandais de l'intérieur et président du Conseil de l'UE, a convenu de la nécessité d'une « approche holistique » de la politique d'immigration, qui impliquerait les pays d'origine et de transit. "Le rapatriement des immigrés clandestins sera toutefois l'un de nos instruments clés... nous ne pouvons tolérer l'arrivée de 600.000 immigrés clandestins en Europe chaque année" a-t-il mis en garde. http://www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress_page/019-11253-276-10-40-902-20061002IPR11235-03-10-2006-2006-false/default_en.htm Clôturant la session, Franco Frattini, vice-président de la CE en charge de la justice, de la liberté et de la sécurité, a déclaré que face à la menace terroriste, "nous devons répliquer avec toute la force de la démocratie." Pour sa part, le coordinateur de l'UE pour la lutte contre le terrorisme, Gijs de Vries, a souligné le fait que l'objectif que se fixe l'Europe dans la lutte contre le terrorisme est de défendre les libertés de ses citoyens, en commençant par le droit de vivre. Nous ne pouvons gagner "le cœur et l'esprit" des musulmans que si nous respectons des principes communs, et notamment le droit à la vie privée et le respect des droits des prisonniers.

http://www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress_page/019-11254-277-10-40-902-20061002IPR11236-04-10-2006-2006-false/default_en.htm

Ø LUTTE CONTRE LA DISCRIMINATION

Pour lutter contre les formes directes et indirectes de discrimination, nous devons améliorer l'identification du phénomène, mener des actions de sensibilisation autour des droits et des obligations et élaborer des mesures pour prévenir la discrimination, tant à l'échelon national que transnational. C'est ce qu'a déclaré Tarja Filatov, ministre finlandaise de l'emploi et présidente du Conseil de l'UE lors



d'une table ronde organisée le 4 octobre par l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes. Cette table ronde avait pour thème la discrimination raciale en tant que principal obstacle à l'intégration. "Il convient de mettre davantage en évidence le lien entre les attitudes et l'intégration, et de considérer l'intégration comme un processus bilatéral influencé aussi bien par les attitudes des immigrés que celles de la population majoritaire," a déclaré la ministre.

http://www.eu2006.fi/news_and_documents/speeches/vko40/en_GB/170186

Ø PRIX SAKHAROV 2006

Ghassan Tueni, journaliste et diplomate libanais, figure parmi les trois nominés pour le Prix Sakharov 2006. Ce prix est attribué chaque année par le Parlement européen à des personnalités ou des organisations qui défendent les droits de l'homme et luttent contre l'intolérance. Le 26 septembre, lors d'une réunion conjointe de la commission des affaires étrangères et de celle du développement, le nom de Tueni a été proposé, en mémoire aux personnalités libanaises assassinées ces dernières années : Rafiq Hariri, Basil Lléhan, Samir Kassir, George Haoni et Gebrane Tueni. Le lauréat du prix 2006 sera désigné en octobre, par la Conférence des présidents.

http://www.europarl.europa.eu/news/expert/infopress_page/015-10919-268-09-39-902-20060922IPR10918-25-09-2006-2006-false/default_en.htm

PROGRAMMES & PROJETS

Ø 21 NOUVEAUX PROJETS VONT BÉNÉFICIER D'UN FINANCEMENT DE LA FONDATION ANNA LINDH

Vingt et un projets ont été sélectionnés pour bénéficier d'un financement dans le cadre du second Appel à propositions de la Fondation Anna Lindh. Les projets couvrent les six priorités thématiques approuvées par le Conseil des gouverneurs de la Fondation, à savoir : "Musique et création culturelle/artistique euro-méditerranéennes", "Programmes scolaires euro-méditerranéens", "Équipes euro-méditerranéennes de jeunes chercheurs", "Universités d'été/programmes d'échange (artistes en résidence)", "Bibliothèques, promotion du livre et de la lecture, traduction" et "Échanges interculturels entre femmes membres d'organisations de la société civile". Ces projets ont été proposés par des organisations d'Italie (6 au total) du Danemark (2), de France (3), des Territoires palestiniens (3), de Jordanie, d'Égypte, d'Israël, de Malte, de Chypre et de Turquie. Avec les sept projets sélectionnés en début d'année, ces 21 nouvelles propositions qui bénéficieront d'un financement de la Fondation Anna Lindh, associeront plus de 150 institutions et organismes de 26 pays de l'UE et de ses voisins méditerranéens. La date limite de remise du troisième lot de propositions a été fixée au 1^{er} novembre 2006.

Pour en savoir plus : www.euromedalex.org



Ø JOURNÉE D'INFORMATION SUR LES SYSTÈMES INFORMATISÉS DE SURVEILLANCE DU TRAFIC MARITIME (VTMIS) (11 OCTOBRE 2006)

Une vingtaine de représentants gouvernementaux de la région méditerranéenne devraient participer à la Journée d'information VTMIS, organisée le 11 octobre par le REMPEC (Centre régional méditerranéen pour l'intervention d'urgence contre la pollution marine accidentelle), en association avec la Capitainerie du Port de Trieste et la Garde-côte italienne.

Cette journée d'information VTMIS se déroule dans le cadre du Projet régional MEDA «Coopération euro-méditerranéenne en matière de sécurité maritime et de prévention de la pollution par les navires – SAFEMED », mis en œuvre par le REMPEC dans les dix pays partenaires du bassin méditerranéen. D'autres Etats côtiers de la Méditerranée, parties prenantes à la Convention de Barcelone pour la protection du milieu marin et du littoral méditerranéen, ont également été invités à y participer.

Cette Journée d'information VTMIS a pour principaux objectifs de familiariser les participants avec les derniers développements sur les VTMIS, en particulier le projet communautaire SafeSeaNet, et de leur permettre de bénéficier de l'expérience des États membres de l'UE et de pays tiers ayant déjà développé et mis en œuvre des VTMIS, en particulier dans la région méditerranéenne. Un certain nombre d'orateurs et de conférenciers, parmi lesquels des représentants du REMPEC, de la Commission européenne, de l'Agence européenne pour la sécurité maritime (EMSA), ainsi que des représentants gouvernementaux d'Italie, de Grèce, de France et de Turquie et d'autres experts, sont attendus. Leurs exposés et présentations compléteront cette journée.

Le projet SAFEMED, doté d'une enveloppe budgétaire de 4 millions d'euros, a démarré en début d'année pour une durée de trois ans. SAFEMED est mis en œuvre par le REMPEC et bénéficie de la coordination générale de la Commission européenne ainsi que du soutien et de l'expertise techniques de l'OMI (Organisation maritime internationale). Il est né de l'intérêt de l'UE pour le développement d'une coopération euro-méditerranéenne dans le domaine de la sûreté et de la sécurité maritimes et de la prévention de la pollution par les navires, par le biais d'une assistance et de conseils techniques aux partenaires du bassin méditerranéens. SAFEMED a pour principal objectif d'atténuer l'actuel déséquilibre au niveau de l'application de la législation maritime dans la région entre les Etats membres de l'UE et les pays partenaires méditerranéens en encourageant une mise en œuvre cohérente, efficace et uniforme des conventions et des règles internationales en vigueur visant à mieux protéger le milieu marin du littoral méditerranéen. Pour en savoir plus, consultez le site Internet du projet à l'adresse : www.safemedproject.org.

Ø ÉNORME SUCCÈS POUR LE PREMIER ATELIER DE LA GÉNÉRATION GRAND ÉCRAN

Le 1^{er} atelier de formation destiné aux professionnels de la distribution et de l'exploitation cinématographiques des pays MEDA, organisé par le projet Génération Grand Écran, projet soutenu par le programme régional MEDA Euromed Audiovisuel II, s'est déroulé à Venise, du 28 août au 7 septembre, parallèlement à la célèbre Mostra, le festival du film de Venise. La formation proposait aux participants des



conférences magistrales dans le domaine de l'économie ou des technologies digitales mais aussi un large éventail d'études de cas pratiques. Les 15 participants étaient originaires d'Israël, de Turquie, de l'Autorité palestinienne, d'Égypte, de Jordanie, de Syrie et du Maroc et présentaient un profil très diversifié. L'événement a ainsi réuni aussi bien des cadres supérieurs travaillant dans de grands consortiums d'Égypte, de Jordanie et de Syrie, que des porteurs de projets désireux de créer des cinémas d'art et d'essai à Tanger, à Jérusalem ou à Istanbul.

“Ces 12 journées de séminaire passées à Venise ont été fantastiques, malgré un emploi du temps chargé. L'organisation a été remarquable et l'expérience a été particulièrement enrichissante. J'en garderai un souvenir inoubliable” a déclaré un participant turc. Un autre participant, originaire d'Israël, nous a confié : *“L'association de formateurs et d'accompagnateurs talentueux et d'étudiants venus des quatre coins de l'Europe et de la Méditerranée, m'a permis d'étendre mes connaissances et m'a doté de compétences qui m'aideront dans mes activités futures de distributeur de films.”*

<http://www.euromediaudiovisuel.net/index.aspx?treeID=1&lang=en>

Ø UN SÉMINAIRE EUROMED PRÉSENTE LA POLITIQUE DES MARCHÉS PUBLICS DE L'UE

Dans le cadre du Programme régional de formation et de conseil sur l'administration publique pour les partenaires méditerranéens, Séville a accueilli, du 18 au 22 septembre un séminaire de 5 jours. Ce programme, financé par MEDA, vise à offrir une formation dans le domaine des affaires européennes aux fonctionnaires du Sud de la Méditerranée et du Moyen-Orient. Il envisage également la création d'un réseau de centres de formation pour l'administration publique entre les partenaires euro-méditerranéens. Ce dernier séminaire avait pour objectif de donner aux participants une vue d'ensemble claire de la politique des marchés publics de l'UE et d'ouvrir la voie au développement de bonnes relations de travail sur cette question entre les fonctionnaires MEDA et les institutions européennes/États membres. Pour en savoir plus, consultez le site : <http://www.eipa.nl>

Ø LA CONFÉRENCE ANNUELLE DU RESEAU FEMISE

Les 28 et 29 septembre 2006, le réseau FEMISE, lors de sa Conférence annuelle à Marseille, a présenté les 12 études en cours sur les thèmes prioritaires pour l'avenir de la région euro-méditerranéenne : question agricole ; développement et traitement de la pauvreté ; politiques en matière de santé et de travail ; éducation, formation et rôle des femmes dans la société ; intégration et coopération entre les pays du sud de la Méditerranée ainsi que le rôle de l'État. Le Forum euro-méditerranéen des instituts de recherche en sciences économiques (FEMISE), financé dans le cadre du programme régional MEDA est actuellement composé de plus de 60 instituts-membres. La Conférence annuelle a permis aux 12 équipes de chercheurs sélectionnées de présenter l'état d'avancement de leurs études ainsi que de débattre avec les autres membres du réseau. Lorsque ces études seront finalisées, elles seront disponibles sur le site internet du réseau. La Conférence a également permis aux coordinateurs du réseau, l'Economic Research Forum (Le Caire) et l'Institut de la Méditerranée (Marseille), de présenter à tous les membres du réseau la première version du Rapport annuel FEMISE de 2006 ainsi que le rapport sur "Le rôle des femmes dans l'économie", récemment



réalisé par le réseau à la demande de la Commission européenne. Ces deux rapports seront prochainement disponibles, en français et en anglais sur le site internet du réseau: <http://www.femise.org>

POSSIBILITÉS DE FINANCEMENT

Des informations détaillées sur les appels d'offres en cours dans les pays partenaires de la Méditerranée sont disponibles sur la base de données "appels d'offres" d'EuropeAid: <http://ec.europa.eu/comm/europeaid/cgi/frame12.pl> (disponible uniquement en anglais)

Pour pouvoir voir la liste des appels avec tous les documents qui s'y rattachent, le formulaire "QUERY" doit être rempli de la façon suivante:

1. <MEDA> dans le menu déroulant
2. Status: Open
3. Type: Supplies, Works, Services, Grants (sélectionner toutes les catégories)
4. Region: Mediterranean Partners
5. Countries: ALL
6. Cliquer sur "SUBMIT QUERY"

Une liste d'appels ouverts apparaîtra.